

Des entrepreneurs boursiers en... pollution!

MARTIN VALLIÈRES**TORONTO**

Après l'entrée en vigueur du protocole de Kyoto, des financiers voient émerger un marché mondial des crédits d'émission de gaz à effet de serre entre entreprises et gouvernements qui pourrait approcher les 2000 milliards de dollars d'ici cinq ans.

Et à Toronto, des entrepreneurs financiers qui sont aussi préoccupés d'environnement ont déjà flairé l'occasion d'affaires.

D'autant plus qu'avec le refus de Washington d'adhérer au protocole de Kyoto, ils espèrent damer le pion à d'éventuels concurrents américains pour créer la principale Bourse du continent pour les crédits d'émission de gaz à effet de serre.

« Beaucoup de gens d'affaires parlent surtout des coûts associés au protocole de Kyoto alors qu'ils devraient y voir un investissement pour des rendements futurs. Dans ce contexte, échanger des crédits d'émission deviendra une nouvelle façon de faire de l'argent », a expliqué André Mech, directeur principal du Greenhouse Gaz Exchange, ou GHGx dans le jargon préféré de Bay Street.

M. Mech et son principal associé, John Kourtoff, chef de la direction au GHGx, présentait leur jeune entreprise hier à Toronto au cours d'un séminaire financier sur le pro-

tocole de Kyoto organisé par Fraser Mackenzie, firme boursière indépendante.

L'ambition de GHGx est d'être la principale « Bourse » électronique de ce côté-ci de l'Atlantique pour l'échange de crédits entre des entreprises et des gouvernements qui seront en surplus après avoir réduit leurs émissions polluantes, et ceux qui seront en déficit faute d'avoir agi en ce sens.

Mais comme ce qui s'est passé dans le secteur des valeurs mobilières, on s'attend à ce que l'échange de tels crédits d'émission, déjà bien amorcé en Europe, évolue rapidement vers un marché mondial et continu, dans diverses devises et diverses langues.

C'est pourquoi les entrepreneurs torontois à la tête de GHGx ont misé sur une Bourse basée sur un site Internet spécialisé (ghgx.org), avec un cadre technologique permettant le maximum de flexibilité au plus bas coût possible.

GHGx a d'ailleurs effectué sa première transaction de démonstration en décembre dernier : un bloc de 10 000 tonnes métriques de dioxyde de carbone, l'un des principaux gaz à effet de serre, échangé à 7,05 \$ CAN la tonne entre un vendeur et un acheteur anonyme.

Et hier, les dirigeants de GHGx ont annoncé des accords d'inscription de crédits d'émission portant sur 7,3 millions de tonnes de gaz à effet de serre. Ils négocient aussi d'autres

accords qui pourraient ajouter quelques 21 millions de tonnes de crédits d'émission.

Pour le moment, ces crédits proviennent surtout du marché international, d'Europe notamment. Mais les crédits d'origine canadienne devraient se multiplier d'ici deux ans, au fur et à mesure de la distribution des quotas d'émission de gaz à effet de serre aux principaux producteurs, surtout des entreprises de fabrication, de mines et métaux et de production d'énergie.

« De plus en plus de dirigeants d'entreprise et d'investisseurs boursiers voient ces crédits d'émission comme une nouvelle occasion d'affaires. Tout ce que qu'ils attendent, c'est un mécanisme efficace et fiable pour effectuer des transactions », selon John Kourtoff, chef de la direction de GHGx.

En tout cas, lui et son collègue André Mech semblaient hier avoir marqué des points parmi les financiers torontois qui ont écouté leur présentation.

« Leur projet est dynamique et prometteur, même s'ils ont encore beaucoup d'éducation à faire dans le milieu financier et boursier », a confié un participant à *La Presse Affaires*.

« Et en plus, si ça marche bien, GHGx attirera sans doute une offre d'achat ou d'affiliation de la part d'une grande Bourse établie, surtout quand le milieu boursier américain se rendra compte de son retard face à l'Europe et au Canada. »